

PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME

A.P. N° 15-33

ARRETE

PORTANT

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :
- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

AUTORISATION D'UTILISER L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE
PRODUCTION, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION

CONCERNANT LE CAPTAGE :

Forage Fief du Breuil-F2
COMMUNE de FONTAINES D'OZILLAC

La Préfète de la Charente-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la Charte de l'Environnement de 2004, texte fondamental du Préambule de la Constitution de 1958 ;
- Vu** le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;
- Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
- Vu** le Code Minier et notamment l'article 131 ;
- Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu** l'arrêté du 1^{er} décembre 2009, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel des mesures ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 03-3757 du 2 décembre 2003 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux de la Charente-Maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 07-749 du 26 février 2007 portant déclaration d'intérêt général et autorisant dans leur principe au titre de la loi sur l'eau des travaux de mise en conformité de forages privés pour la protection des nappes souterraines en Charente-Maritime ;
- Vu** le protocole d'accord relatif à la préservation qualitative des nappes du crétacé en Charente-Maritime, signé le 28 mai 2003 ;
- Vu** le protocole d'accord relatif à la mise en conformité des forages agricoles, signé le 28 mai 2003 ;
- Vu** l'accord-cadre relatif à l'implication des activités agricoles ayant un impact dans le programme de préservation de la ressource en eau, signé le 28 mai 2003 ;
- Vu** la délibération du Syndicat des Eaux en date 17 octobre 2013 portant décision d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique nécessaire à l'utilisation et à la protection d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
- Vu** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 30 octobre 2013 ;
- Vu** l'avis favorable de la commission départementale spécialisée captages en date du 13 février 2014 ;
- Vu** les résultats de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté préfectoral n° 14-1068 du 20 mai 2014, qui s'est déroulée du 10 juin 2014 au 11 juillet 2014 ;
- Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 août 2014 ;
- Vu** l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 21 novembre 2014 ;

CONSIDERANT :

Que l'instauration des périmètres de protection permet d'assurer la sauvegarde de la qualité des eaux captées par le forage Fief du Breuil-F2 par rapport aux pollutions ponctuelles ou accidentelles ;

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes desservies à partir du forage Fief du Breuil-F2, énoncés à l'appui du dossier, sont justifiés ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE :

CHAPITRE 1^{er} - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine par le captage Fief du Breuil-F2 sis sur la commune de Fontaines d'Ozillac ;
- La création d'un périmètre commun de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes afférentes ;

SECTION 1 - DERIVATION DES EAUX ET AUTORISATION DE PRELEVEMENT

ARTICLE 2 : Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le captage Fief du Breuil-F2, exécuté sur le territoire de la commune de Fontaines d'Ozillac, parcelle cadastrée n° 32 - section YD.

Les coordonnées topographiques, Lambert II étendu, de l'ouvrage sont :

X = 386 054

Y = 2046 700

Z = + 90,5 m NGF

Le captage Fief du Breuil-F2 d'une profondeur de 231 mètres est référencé à la Banque de données du sous-sol sous le code 07318X0076-F. Il exploite l'aquifère du Turonien (C3).

ARTICLE 3 : L'exploitation du captage est autorisée dans les conditions suivantes :

- Débit maximal instantané 100 m³/h
- Débit maximal journalier (20h/j sur 2 mois maximum par an)..... 2 000 m³/j
- Volume annuel maximal pouvant être prélevé 250 000 m³

Afin de ne pas dénoyer la nappe, l'arrêt automatique de la pompe est déclenché lorsque le niveau dynamique atteint la profondeur de 120 m, soit un niveau dynamique maximum autorisé à la cote -29,5 m NGF.

ARTICLE 4 : Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime est tenu d'équiper le forage d'un dispositif de comptage et de suivi du volume prélevé, du débit d'exploitation, du temps de pompage et du niveau de la nappe. Les mesures comportent :

- Un suivi en continu avec enregistrement (ou stockage informatique) des débits et volumes d'exhaure
- Un suivi en continu avec enregistrement (ou stockage informatique) des niveaux piézométriques

La surveillance de la qualité de l'eau brute prélevée s'exerce de la façon suivante :

- Analyse trimestrielle pour la recherche des pesticides et des nitrates

Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime (et/ou son exploitant) est tenu de conserver trois ans les dossiers consignant les résultats de ces mesures et les éléments du suivi de l'exploitation du captage. Il les tient à la disposition de l'autorité administrative. Chaque année ou sur simple demande, il adresse au service chargé de la Police de l'eau, une synthèse comprenant tous les éléments suivis et commentés. Les mesures de surveillance de la qualité de l'eau brute pourront être adaptées, au regard des résultats contenus dans les documents de synthèse.

Toute détérioration de la qualité de l'eau captée ou toute anomalie relevée dans le cadre du suivi de l'exploitation du captage, concernant notamment la piézométrie, peut conduire à une modification des conditions d'exploitation, se traduisant par une réduction ou une suspension temporaire des prélèvements.

Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime est en outre tenu de laisser accès aux installations aux agents chargés de la Police de l'eau.

ARTICLE 5 : Conformément aux engagements pris par le bureau syndical lors de la séance du 17 octobre 2013, le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime doit indemniser, selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils peuvent prouver leur être causés par la dérivation des eaux.

SECTION 2 - INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6 : Il est établi autour du captage Fief du Breuil-F2 un périmètre commun de protection immédiate et rapprochée qui s'étend conformément aux indications des plans parcellaires joints au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

Les limites de ce périmètre figurent également sur les plans annexés au présent arrêté. Il est constitué de la parcelle cadastrée n° 32 - section YD de la commune de Fontaines d'Ozillac.

Sa superficie est d'environ 1150 m² - Cf. annexe 1.

Les mesures de protection qui sont prescrites dans ce périmètre sont applicables sans délai :

- Les terrains sont acquis en toute propriété par Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime et protégés contre les eaux extérieures. Les eaux de ruissellement sont évacuées en dehors du périmètre.
- Son accès est limité aux personnels d'exploitation des ouvrages de captage et des installations annexes, par une clôture grillagée d'une hauteur minimale de 2 m maintenue en bon état et par un portail tenu en permanence fermé à clé.
- La tête du forage est recouverte d'un dispositif de protection étanche.
- Toutes les activités y sont interdites, excepté celles nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage et des installations annexes.
- Les terrains sont régulièrement entretenus. L'emploi de tout produit potentiellement polluant est à proscrire dans ce périmètre.

En outre, conformément aux protocoles d'accord du 28 mai 2003, relatifs à la préservation qualitative des nappes du crétacé et à la mise en conformité des forages agricoles, les 5 ouvrages qui ont été recensés dans l'aire d'alimentation du captage et dont la localisation figure en annexe, doivent faire l'objet d'un diagnostic, de la part du maître d'ouvrage du captage d'eau potable.

Les ouvrages à risque doivent être mis en conformité aux frais des propriétaires en vue d'empêcher l'intercommunication des nappes et tout particulièrement, l'infiltration des eaux de ruissellement. Ceux qui ne sont pas utilisés sont rebouchés dans les règles de l'art en veillant à respecter la protection de la nappe captée.

L'étanchéité de la tête du forage implanté au lieu-dit "Fief de Léonore", à proximité de la voie ferrée (code BSS : 07318X0003/F) est vérifiée et si nécessaire, corrigée.

Toutes mesures doivent être prises pour que la commune de Fontaines d'Ozillac et l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur du périmètre de protection, y compris sur les portions de voies de communication jouxtant le périmètre.

CHAPITRE 2 - AUTORISATION D'UTILISER L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE - PRODUCTION, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION

ARTICLE 7 : Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime est autorisé à traiter et à distribuer au public, l'eau destinée à la consommation humaine issue du captage Fief du Breuil-F2 dans les conditions suivantes :

Les installations de production, de traitement et de distribution sont conçues et entretenues conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur. En particulier, les matériaux et objets en contact avec l'eau, les produits et procédés de traitement employés doivent répondre aux règles de conformité sanitaire qui s'appliquent aux eaux destinées à la consommation humaine.

L'eau distribuée doit répondre aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et le suivi de la qualité des eaux brutes, traitées et distribuées sont placés sous le contrôle de l'Agence Régionale de Santé.

L'eau produite fait l'objet d'une désinfection au chlore avant distribution. L'efficacité permanente du traitement appliqué est vérifiée par l'exploitant des installations, qui s'assure que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection.

Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime (et/ou son exploitant) veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime (et/ou son exploitant) tient à la disposition de l'Agence Régionale de Santé les résultats de la surveillance de la qualité des eaux ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Il porte à sa connaissance, sans délai, tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

En outre, le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime (et/ou son exploitant) adresse chaque année à l'Agence Régionale de Santé, un bilan de fonctionnement du système de production, de traitement et de distribution, comprenant notamment le programme de surveillance de la qualité des eaux qu'il réalise et les travaux exécutés. Les mesures de surveillance de la qualité des eaux pourront être adaptées, au regard des résultats contenus dans ce bilan.

ARTICLE 8 : Le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau est réalisé selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant, selon les tarifs et modalités réglementaires.

Des suivis particuliers de paramètres spécifiques peuvent être mis en place autant que de besoin sur l'eau brute et/ou sur l'eau traitée, en cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité.

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 9 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE - Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans le périmètre de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production, de traitement et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine doit être, préalablement à son exécution, déclaré à l'Agence Régionale de Santé, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 10 : DELAI ET DUREE DE VALIDITE - Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage Fief du Breuil-F2 participe à l'approvisionnement en eau de la population dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 11 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE - Le présent arrêté est transmis au Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime en vue de la mise en œuvre des dispositions qu'il comporte.

Un exemplaire du présent arrêté est affiché à la mairie de Fontaines d'Ozillac pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents par les soins du Préfet et aux frais du Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime, dans deux journaux locaux.

Par ailleurs, un extrait du présent arrêté est adressé, sans délai, par Le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime à chaque propriétaire des forages soumis à diagnostic afin de l'informer des dispositions qui le concernent, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est situé le forage, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'exploitant de l'ouvrage.

ARTICLE 12 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES - En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 13 : DROIT DE RECOURS - Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac) dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

ARTICLE 14 : Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Président du Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime,
Le Maire de Fontaines d'Ozillac,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Charente-Maritime et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Fontaines d'Ozillac.

La Rochelle, le 07 JAN. 2015

La PREFETE,
Pour la Préfet
Le Secrétaire Général


Michel TOURNAIRE

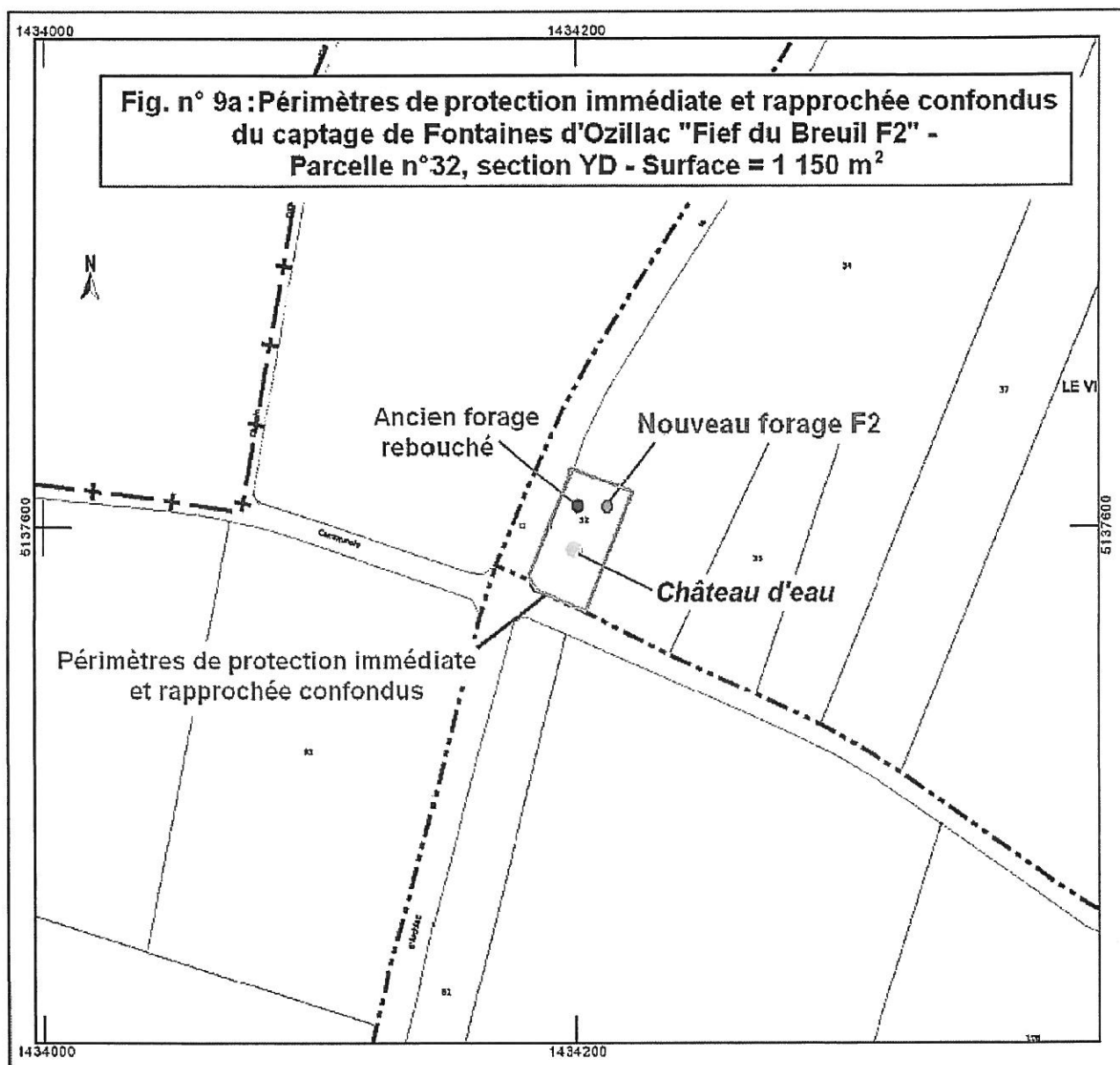
Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Plan du périmètre commun de protection immédiate et rapprochée du captage Fief du Breuil-F2

ANNEXE 2 : Localisation des forages situés dans l'aire d'alimentation du captage et devant faire l'objet d'un diagnostic.

ANNEXE 1

Plan du périmètre commun de protection immédiate et rapprochée



Arrêté n° 15/33 07 JAN. 2011

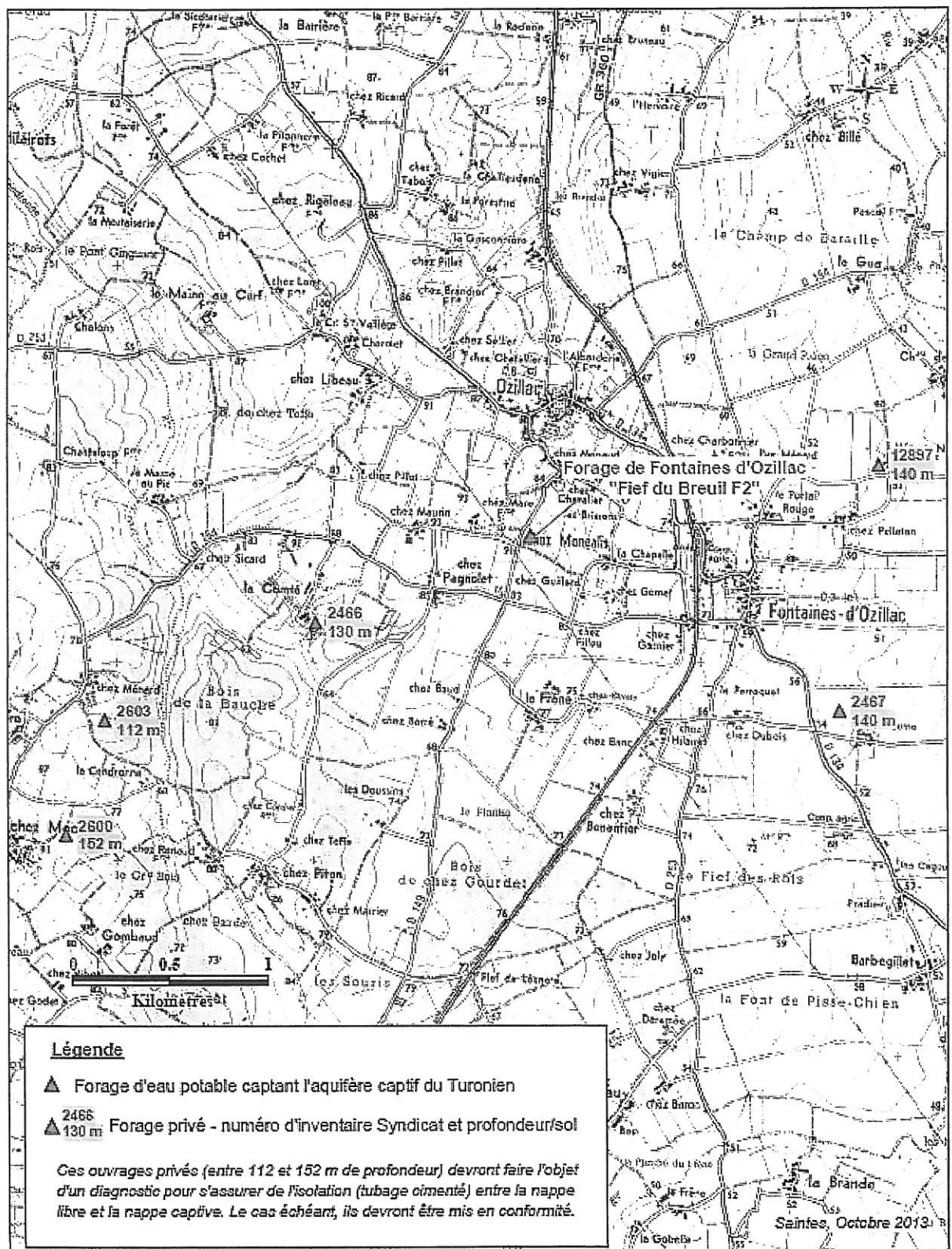
Mu pour être
Annexé à mon Arrêté
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

[Signature]
Michel TOURNARE

Arrêté préfectoral n°
Du
Captage Fief du Breuil-F2 – Fontaines d'Ozillac
Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime

ANNEXE 2

Localisation des ouvrages devant faire l'objet d'un diagnostic



Arrêté n° 15-33 07 JAN. 2015

Vu pour être
Annexé à mon Arrêté

Arrêté préfectoral n°
Du
Captage Fief du Breuil-F2 – Fontaines d'Ozillac
Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime

[Signature]